

**Zeitschrift:** Domaine public

**Herausgeber:** Domaine public

**Band:** - (2008)

**Heft:** 1792

**Artikel:** La Suisse rêvée de Madame et Monsieur Schweizer : le mythe d'une Suisse à l'écart du monde progresse : à l'encontre de nos intérêts

**Autor:** Delley, Jean-Daniel

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1012560>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## La Suisse rêvée de Madame et Monsieur Schweizer

*Le mythe d'une Suisse à l'écart du monde progresse. A l'encontre de nos intérêts*

Jean-Daniel Delley (4 septembre 2008)

Les Suisses se sentent bien et en sécurité dans leur pays. Par contre ils perçoivent le monde extérieur comme menaçant et instable. Rien donc d'étonnant à ce qu'ils privilégient l'indépendance économique et politique de la Suisse et font bloc comme jamais (93%) derrière le principe de neutralité. Rien d'étonnant non plus dans le fait que les partisans d'une adhésion à l'Union européenne n'ont jamais été aussi peu nombreux (27%). Même le soutien au partenariat avec l'OTAN a chuté à 34%. Une majorité (53%) estime que la Suisse ne doit se fier qu'à ses propres forces pour sa défense et s'abstenir d'envoyer des troupes à l'étranger (78%). C'est ce que nous révèle la dernière enquête du Centre pour la politique de sécurité de l'Ecole polytechnique de Zurich.

Voilà qui doit mettre du baume au cœur de l'UDC, passablement chahutée ces derniers temps. Mais si une

majorité populaire fait sienne le credo des nationalistes conservateurs sur ce dossier, elle n'est pas prête à consentir les moyens de son rêve isolationniste: elle refuse par exemple l'acquisition d'un nouvel avion de combat.

La contradiction prend des dimensions plus inquiétantes lorsqu'on examine la souveraineté effective de la Suisse. Dans une remarquable analyse (*Le Temps*, 2 septembre 2008), l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Franz von Däniken documente l'érosion continue de la liberté d'action de notre pays. Le bilatéralisme, prôné par les autorités au motif de préserver la souveraineté helvétique, consiste pour l'essentiel à reprendre les règles communautaires, sans avoir la possibilité de participer à leur élaboration. L'agenda des négociations est dicté par Bruxelles, voir la fiscalité de l'épargne et la taxation des bénéficiaires des entreprises.

Pour von Däniken, la fuite dans la diplomatie mondiale initiée par le Conseil fédéral – priorité à nos relations avec les États-Unis d'Amérique, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du sud –, ignore le fait que la Suisse n'est qu'un poids plume sur la scène internationale. Seules des relations étroites avec l'Europe, dont nous partageons l'histoire et les valeurs et avec qui nous entretenons les relations économiques les plus étroites, sont susceptibles de contribuer à la sécurité et à la prospérité de la Suisse.

En ne reconnaissant pas cette priorité, en entretenant l'illusion d'une souveraineté sans contenu réel, le Conseil fédéral contribue à perpétuer le mythe du splendide isolement, de l'îlot de paix et de prospérité épargné par les troubles du monde. Alors qu'aucun mythe à tel point distant de la réalité n'a jamais engendré une bonne politique.

## Asile: les limites du fédéralisme d'exécution

*Sans argent ni prévisions, les cantons doivent faire face à une augmentation des demandes*

Albert Tille (8 septembre 2008)

La Confédération a toujours géré l'asile en comptant sur les cantons pour héberger et assister les requérants. Mais ce qui aurait pu être une véritable

collaboration est devenu au fil du temps de la pure exécution, phénomène encore accentué depuis le passage de Christoph Blocher à la tête du

département de justice et police.

Ainsi pour économiser 20 millions de francs alloués aux